



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

ARRAS, le 5 OCT. 2018

Direction Départementale des Territoires et de la Mer

Service de l'Environnement

Guichet Unique de la Police de l'Environnement

Réf : \\d62-ser\dossiers\SER\02-Communes\Longuenesse-62525\Superf\Centre Secours
et Incendie SDIS62\courrier opposition tacite.doc

Affaire suivie par : Sandrine DELAYEN

sandrine.delayen@pas-de-calais.gouv.fr

☎ 0321503018

LRAR

Monsieur le Directeur,

Vous avez déposé le 23 janvier 2018 un dossier de déclaration auprès du Service de l'Environnement en charge de la Police de l'Eau relatif au rejet des eaux pluviales issues de l'aménagement de la construction d'un centre d'incendie et secours sur la commune de LONGUENESSE au titre de la rubrique 2.1.5.0 de l'article R 214-1 du code de l'environnement.

En date du 13 mars 2018, il vous a été demandé de bien vouloir **compléter** votre demande avant le 13 juin 2018. Par courrier du 5 juin 2018, vous avez sollicité un délai supplémentaire pour apporter les éléments demandés. Par courrier du 21 juin 2018, un délai vous a été accordé jusqu'au 21 septembre 2018.

A ce jour, tous les éléments demandés n'étant pas parvenus, je vous informe que conformément à l'article R.214-35 du Code de l'Environnement, **votre projet fait l'objet d'une opposition tacite.**

Je vous informe donc que **le récépissé délivré le 10 novembre 2015 est caduc.** Dans l'hypothèse où l'aménagement envisagé serait maintenu, je vous précise que celui-ci devra faire l'objet d'un **nouveau dépôt de dossier en trois exemplaires** auprès du Guichet Unique de Police de l'Environnement.

Enfin, je vous rappelle que les travaux ne doivent pas être commencés avant régularisation de votre projet au titre du code de l'environnement, sous peine de sanctions pénales.

Monsieur le Directeur du Service
Départementale d'Incendie et de Secours
du Pas-de-Calais
18, Rue René Cassin
CS 20077
62052 ST LAURENT BLANGY Cedex

Au cas où vous souhaiteriez déposer un recours contre cette décision, conformément à l'article R. 214-36 du Code de l'Environnement il vous appartient de déposer un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet préalablement à tout recours contentieux.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer
Le Chef du Service de l'Environnement

Olivier MAURY

Copie transmise :

- CLE du SAGE de l'Audomarois
- Sous Préfecture de ST OMER
- DREAL/SJM
- AFB
- Verdi Wasquehal